

Justice climatique

Il y a urgence

● ● ● Michel Egger, Aubonne

Responsable de politique de développement à Alliance Sud¹

Face au désastre climatique qui s'annonce, nous sommes appelés à une véritable mutation qui prenne en compte le besoin de développement économique du Sud et les critères de justice. A la fin de cette année, une nouvelle convention internationale sur le climat sera adoptée à Copenhague. L'enjeu est de taille : la survie des pays du Sud dépendra en partie des décisions qui y seront prises, comme l'affirme la Campagne œcuménique de Carême 2009.

Le philosophe Jean-Pierre Dupuy, auteur de *Pour un catastrophisme éclairé*, le montre bien, le problème du climat est, ultimement, d'ordre psychologique et spirituel : nous n'arrivons pas à « croire » vraiment à ce que nous « savons » rationnellement. Nous avons toute l'information sur les risques majeurs que le réchauffement terrestre fait courir à l'humanité et à la planète, mais nous n'arrivons pas à nous convaincre que cela se produira. Nous savons que si le niveau de concentration de CO₂ dans l'atmosphère ne se stabilise pas dans les 10 à 20 prochaines années, la catastrophe est programmée, mais nous ne parvenons pas à prendre les mesures urgentes et radicales qui s'imposent, alors même que nous en avons les moyens, financiers et technologiques.

Les négociations en cours sur la suite à donner au protocole de Kyoto, qui arrive à échéance en 2012, sont la parfaite illustration de ce tragique hiatus. La Conférence des Nations Unies, qui se tiendra en décembre à Copenhague, devrait mettre sous toit un nouveau régime climatique fort et équitable. Une échéance cruciale où, selon Raja Devasish Roy, ministre de l'Environnement du Bangladesh, la communauté internationale « devra décider si elle prend ou non son destin en mains ». Les choses malheureusement ne se présentent pas sous de bons augures.

Alerte rouge

En décembre dernier, la Conférence préparatoire de Poznan (Pologne) s'est soldée par un résultat quasi nul. L'atmosphère était plombée par la crise financière. Les Etats-Unis n'étaient guère enclins à bouger avant l'arrivée d'Obama. En proie à des divisions intestines sur sa politique énergétique future, l'Union européenne a perdu en leadership et crédibilité. Elle a certes sauvé in extremis l'essentiel de son paquet énergie-climat, mais au prix d'importantes concessions aux barons de l'acier et du ciment, qui le vident d'une bonne partie de sa substance. D'autres nations industrialisées, comme le Japon, le Canada et l'Australie, ont freiné des quatre fers. Loin de se réduire à travers l'émergence d'une « vision partagée », le fossé entre le Nord et le Sud s'est donc plutôt accru. La terre pourtant n'a que faire de cette politique des petits pas et à courte vue alors que les gouvernements devraient voir loin et sprinter. Elle se réchauffe inéluctablement. Avec les problèmes et les souffrances qui en découlent : sécheresses, inondations, raréfaction des ressources, baisse des récoltes... Comme l'a rappelé le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, le changement climatique

1 • Swissaid/ Action de Carême/ Pain pour le prochain/ Helvetas/ Caritas/ Eper.

est la « principale menace pour le développement humain », bien plus grave que le tsunami financier. Un phénomène très injuste car il affecte le plus les pays qui y ont contribué le moins et qui n'ont pas les moyens de s'en prémunir, soit les populations défavorisées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'ONU estime à 50 millions le nombre de réfugiés du climat d'ici 2010. Les Maldives, menacées de submersion, cherchent déjà une terre d'accueil pour ses habitants. Son ministre de l'Environnement a déclaré à la fin du sommet de Poznan, au nom des pays insulaires : « Nous sommes en train de nous noyer et les engagements sont si faibles ! »

Le Conseil mondial du climat ne cesse de le rappeler : une augmentation moyenne de la température terrestre supérieure à 2°C (par rapport au niveau préindustriel) conduirait à des catastrophes incontrôlables. Pour l'éviter, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent atteindre leur point culminant d'ici 2015 pour décroître ensuite. C'est donc maintenant qu'il faut agir, car l'accroissement est déjà de 0,8°C. Plus on attendra, plus la gamme des mesures possibles se réduira. Ce qui peut encore être réalisé aujourd'hui ne le pourra plus dans dix ans.

Dette écologique du Nord

Le pire est donc à craindre si l'on n'arrive pas d'ici décembre à un accord politique global qui tienne la route. Le but est d'associer aux efforts communs de réduction de gaz à effet de serre les pays qui n'ont pas encore pris d'engagement : les Etats-Unis, mais aussi les puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Ces dernières sont devenues à leur tour de gros émetteurs de CO₂ (la Chine est même devenue en

2007 le champion mondial, devant les Etats-Unis) mais elles n'accepteront des objectifs contraignants qu'à deux conditions. D'abord, que les pays riches tiennent enfin leurs engagements de réduction et de solidarité, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici. Ensuite, qu'ils leur offrent un marché équitable, respectant leur droit au développement et n'hypothéquant pas leur croissance économique et leur lutte contre la pauvreté.

Un tel accord signifie trois choses. *Premièrement*, l'octroi de droits d'émissions égaux pour chaque habitant de la planète, un principe incontournable pour une justice climatique au plan mondial, conforme au principe du pollueur-payeur. Il est normal que les pays industrialisés doivent réduire davantage et plus rapidement leurs gaz à effet de serre que les pays en développement. Non seulement ils en ont les capacités financières et technologiques, mais ils en portent la responsabilité principale : leurs émissions sont dix fois plus grandes par habitant et 80 % des accumulations dans l'atmosphère proviennent de leur développement depuis la Révolution industrielle du XIX^e siècle, fondée sur l'énergie fossile. En 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie, les émissions d'un Chinois ne devraient représenter qu'un quart de celles d'un Américain.

C'est pourquoi les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de CO₂ de 25 à 40 % d'ici 2020 (et pas seulement d'au moins 20 % comme le préconisent l'UE et la Suisse), puis de 90 % jusqu'en 2050. Surtout, le gros de l'effort doit être réalisé au plan domestique et non au travers de projets de réduction à l'étranger, ainsi que l'envisagent également l'UE et la Suisse via le concept de « neutralité climatique ». Cela suppose notamment le remplacement d'une bonne part des énergies fossiles par des énergies renouvelables.

Deuxièmement, les pays du Sud doivent obtenir la garantie d'un accès rapide et bon marché aux technologies pro-climat les plus récentes. Les pays du Nord s'étaient engagés à de tels transferts dans la Convention-cadre des Nations Unies sur le climat de 1994, mais ils n'ont quasiment rien fait jusqu'ici. Motif ? Leurs possibilités seraient limitées, la technologie étant dans les mains des entreprises privées. Une manière un peu facile de se dédouaner, mais qui pointe sur l'un des obstacles au transfert de technologies : les droits de propriété intellectuelle dont la Suisse est l'un des ardents défenseurs. C'est pourquoi les pays du Sud appellent à une révision du régime des brevets, afin d'assurer un juste équilibre entre la rémunération des innovateurs et le bien public global.

Troisièmement, il convient d'assurer le financement des mesures d'adaptation des pays du Sud aux effets du réchauffement climatique : systèmes d'alerte, approvisionnement en eau, barrages de protection, etc. La Banque mondiale évalue ces coûts annuels entre 10 et 40 milliards de dollars.² Selon le plan d'action adopté à la Conférence de Bali en 2007, la plus grande part des ressources financières - prévisibles et durables - devraient venir du Nord.

Ethiquement, elles devraient s'ajouter à l'aide au développement. Il serait en effet indécent d'opposer protection du climat et lutte contre la pauvreté. De plus, il ne s'agit pas d'un don des pays développés, mais du remboursement de la dette écologique qu'ils ont contractée en réalisant leur prospérité actuelle sur le dos de la planète et en profitant du bien commun que constitue l'atmosphère. La Suisse a, dans ce sens, mis sur la table une proposition très intéressante de taxe globale sur le CO₂, selon le principe du « pollueur-payeur ».

Un fonds d'adaptation a donc été créé, qui sera alimenté essentiellement par des prélèvements sur le marché des certificats d'émissions de gaz à effet de serre. Si les pays du Sud ont obtenu d'être majoritaires dans son directoire et de pouvoir y accéder directement - et non à travers un intermédiaire comme la Banque mondiale (contrôlée par les donateurs) -, les montants prévus sont pour l'instant négligeables : entre 300 et 500 millions de dollars d'ici 2012 ! Une bagatelle en regard des 2600 milliards engagés pour sauver le système financier. La preuve que ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique. Quand les gouvernements le jugent nécessaire, ils trouvent les moyens. Et massivement.

Si un pays a des dizaines de milliards à dépenser à court terme pour renflouer ses banques, il devrait aussi se donner les moyens de sauvegarder le climat à long terme. Sans cela son économie n'aura aucun futur. D'autant plus que, selon le rapport Stern, on pourrait couvrir les coûts d'adaptation en y consacrant 1 % du PIB mondial, alors que l'inaction se solderait par une baisse allant jusqu'à 20 %.

Changement de modèle

Ces trois points sont les conditions incontournables pour parvenir à un consensus entre le Nord et le Sud. Il sera très difficile à réaliser, mais tout n'est pas perdu. L'entrée en lice de l'administration Obama, qui a promis de réduire les émissions des Etats-Unis de 80 % d'ici 2050, peut dynamiser le processus de négociations. Plusieurs pays

2 • Oxfam parle même de 50 milliards.

en développement, comme l'Afrique du Sud, le Mexique et la Corée du Sud, sont prêts à s'engager.

Il n'y aura donc pas d'accord post-Kyoto substantiel sans justice entre pays riches et pays pauvres. Cela suffira-t-il à sauver le climat ? Non, si cela ne s'accompagne pas d'une remise en question du modèle économique occidental.

Fondé sur le credo illusoire et dévastateur de la croissance quantitative perpétuelle, celui-ci est également profondément inéquitable, car non extensible au reste de la planète et aux générations futures. *Nolens volens*, le problème du climat ne sera pas résolu par les seuls pouvoirs miraculeux de la technologie et du marché. Il suppose l'invention d'un autre mode de production et de consommation, la mutation personnelle et collective vers une autre relation à la nature. Autrement dit, un changement de paradigme.

A chacun son bilan carbone

C'est notamment l'avis du Nobel de la paix 2007 Rajendra Pachauri, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il appelle à moins de viande, moins de shopping, moins de voitures et moins de transports en avion : « Il nous faut aussi modifier nos modes de vie et nos comportements. Les pays du Sud, en particulier, n'ont pas d'autre choix que de trouver un autre chemin de développement que celui des Occidentaux. Mon rêve serait de voir émerger un vaste mouvement de consommateurs citoyens,

conduit par la jeunesse et refusant tout produit ou activité gourmand

en carbone. C'est la seule chose qui obligera les multinationales et les gouvernements à changer radicalement de trajectoire. Oui, que chacun fasse son bilan carbone ! »³

La crise financière actuelle, qui montre l'impasse et les absurdités de notre système économique, n'est-elle pas l'occasion rêvée d'une telle remise en question ?

M. E.

société

Et la Suisse ?

La Suisse a les moyens de jouer un rôle pionnier en matière climatique, indépendamment des vagues-hésitations de l'UE et de la crise financière. C'est la conviction des grandes œuvres d'entraide qui attendent qu'elle s'engage à fond pour un accord post-Kyoto efficace, solidaire et équitable, garantissant aux pays en développement le droit de se développer de manière durable. Action de Carême et Pain pour le prochain ont, à cette fin, lancé une action de cartes postales adressées au Conseil fédéral qui constitue le cœur de la nouvelle Campagne œcuménique. Alliance Sud suit de près la préparation du sommet sur la protection du climat (Copenhague, décembre), ainsi que la révision en cours de la loi fédérale sur le CO₂ qui définira la future politique climatique de la Suisse et son engagement en matière de réduction des gaz à effet de serre.

www.alliancesud.ch
www.droitalimentation.ch

3 • *Télérama*, 17.01.2008.